

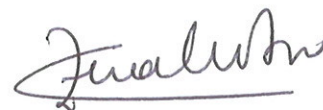
Paris, le 8 novembre 2011

J'ai l'honneur de réitérer l'adhésion de l'Agence Française de Développement au Pacte Mondial et de vous confirmer notre engagement en faveur de la promotion des dix principes de cette initiative.

L'AFD, établissement public financier intervenant à l'international, est engagée dans cette voie, à plusieurs niveaux :

- En tant qu'établissement employant près de 2000 personnes sur de nombreuses géographies dans le monde : l'AFD s'attache à faire progresser chaque année son fonctionnement interne, au siège comme dans ses agences sur les différentes composantes de la RSE ;
- En tant qu'institution financière, l'AFD promeut les dix principes du Pacte Mondial dans son champ d'action opérationnel et auprès de sa sphère d'influence : elle s'est ainsi dotée d'une démarche systématique et continue de maîtrise des impacts environnementaux et sociaux des projets qu'elle finance. Elle a par ailleurs pris différentes mesures au cours des dernières années afin que bénéficiaires et prestataires s'engagent davantage dans le respect et la promotion de la RSE ;
- Auprès de sa sphère d'influence, à travers un dialogue avec différentes parties prenantes et partenaires.

Engagée dans un processus constant d'amélioration, l'Agence s'efforcera au cours des prochaines années à être reconnue comme un établissement exemplaire en la matière tant dans ses procédures internes que dans la sélection de ses opérations. L'AFD est en effet en phase de finalisation de l'élaboration de son troisième Plan d'Orientation Stratégique pour la période 2012-2016. La Responsabilité Sociale et Environnementale de l'Agence occupe une place majeure dans les nouvelles orientations définies, dans un souci constant d'amélioration de nos pratiques.



Dov ZERAH

Pacte Mondial :

**Communication sur les Progrès de l'Agence Française de
Développement pour l'année 2010**

Description des actions menées au titre de l'année 2010

Introduction : les différents niveaux d'intervention de l'AFD en matière de promotion de la RSE

L'engagement de l'AFD pour la promotion des principes du Global Compact se traduit par la mise en œuvre des principes de la responsabilité sociale et environnementale qui constitue l'un des actes majeurs de sa stratégie depuis 2007 à travers différentes actions :

- dans ses procédures d'évaluation de ses projets de développement,
- dans la mise en place de ses financements,
- dans le suivi de la réalisation de ses opérations,
- dans son fonctionnement interne,
- dans sa politique de transparence,
- dans sa sphère d'influence et dans son dialogue avec différentes parties prenantes et partenaires.

L'AFD est donc partie prenante et active dans le cadre :

- de son fonctionnement interne, en tant qu'établissement public (EPIC) employant près de 2000 personnes dans différentes géographies du monde (Responsabilité sociale et environnementale interne : RSEI)
- de ses opérations (RSEO), allant du choix stratégique, à l'instruction et au suivi de ses projets, en passant par ses relations avec les différentes parties prenantes à ses projets (bénéficiaires, intermédiaires financiers, prestataires, etc.), auprès desquelles elle promeut la RSE et les principes du Global Compact.
- Dans sa sphère d'influence, au travers de nouveaux partenariats en faveur de la promotion des principes de RSE.

I. Actions menées au titre de la Responsabilité Sociale et Environnementale Opérationnelle (RSEO)

1) Analyse des risques environnementaux et sociaux des projets financés

Rappel : Le groupe AFD a adopté en janvier 2007 une démarche de maîtrise des risques environnementaux et sociaux des opérations qu'il finance.

La mission première du groupe AFD est de financer des opérations qui contribuent aux finalités essentielles du développement durable. Cependant, toute opération de développement, quels que soient ses objectifs, est susceptible d'avoir un impact sur l'environnement et les populations.

Ainsi, afin d'améliorer la qualité environnementale et sociale des opérations et de générer des opportunités de financements correspondant à ses engagements en matière de développement durable, le groupe AFD conditionne ses financements à la mise en œuvre, en partenariat avec les maîtres d'ouvrage, d'une démarche systématique et continue d'évaluation environnementale et sociale (E&S) permettant :

- (i) d'évaluer les impacts environnementaux et sociaux des opérations,
- (ii) de proposer des mesures appropriées visant à éviter les impacts négatifs, ou lorsqu'ils sont inévitables à les réduire ou à les compenser de manière appropriée,
- (iii) de suivre la mise en œuvre de ces mesures lors de la phase d'exécution de l'opération,
- (iv) d'évaluer a posteriori l'efficacité des mesures proposées.

Le groupe AFD s'est doté de moyens pour mettre en œuvre cette démarche : la Cellule d'Appui Environnemental et Social (CAES) a été créée en 2007 à l'AFD. Rattachée au directeur de la Direction Technique opérationnelle (DTO), elle regroupe cinq experts (quatre environnementalistes et un sociologue). Cette équipe est complétée par quatre experts climat. Proparco a créé sa propre unité d'appui en 2010 : l'Unité Environnement, Social et Impact (UESI) compte trois environnementalistes fin 2010. Cette équipe est complétée par une chargée de mission Impacts.

Ces entités sont plus précisément chargées :

- ✓ **D'apporter un appui environnemental et social (E&S) aux opérations** : lors de l'identification des projets, elles émettent un avis E&S sur l'ensemble des opérations financées par l'AFD et Proparco. Elles déterminent notamment le niveau de risques E&S potentiel des opérations financées en les classant selon des standards internationaux en la matière (cf. encadré ci-dessous) puis, au regard de ce risque, elle indique le type de diligences E&S à suivre pour que ces opérations s'inscrivent effectivement dans une démarche de développement durable.
- ✓ **D'apporter un appui aux autres métiers du groupe** : CAES et UESI ont pour mission de sensibiliser et de former l'ensemble des agents du Groupe AFD concernés par la démarche de maîtrise des risques E&S afin qu'ils puissent contribuer efficacement à sa mise en œuvre.
- ✓ **De faciliter les réflexions internes au groupe sur des sujets à forte connotation E&S et d'assurer une production intellectuelle sur ces sujets** : CAES et UESI développent et font évoluer les outils techniques nécessaires à la mise en œuvre de la démarche de maîtrise des risques E&S du groupe AFD.
- ✓ **D'assurer une veille sur ces thématiques, de développer des partenariats notamment avec les autres bailleurs de fonds sur ces sujets et de participer à différents groupes de travail internationaux et séminaires.**

Le groupe AFD a également mis en place une démarche spécifique d'évaluation environnementale et sociale des projets en intermédiation financière, qui consiste à exiger des intermédiaires financiers avec lesquels le groupe travaille :

- qu'ils s'assurent de la qualité environnementale et sociale des projets qu'ils financent et qu'à ce titre, ils en maîtrisent les risques ;
- que leur gestion interne soit socialement satisfaisante.

En vue de l'harmonisation des procédures des bailleurs de fonds dans le cadre de la Déclaration de Paris, le groupe AFD applique les bonnes pratiques du Groupe de la Banque Mondiale, notamment les Politiques de sauvegarde de la Banque Mondiale pour le secteur public et les Standards de performance de la SFI pour le secteur privé.

Au cours de l'année 2010

- 224 projets AFD ont été soumis à la démarche d'évaluation environnementale et sociale. Le pourcentage de projets soumis à la démarche RSE de l'AFD et qui ont fait l'objet d'une évaluation environnementale et sociale a augmenté par rapport à 2009. Il est de 94% du nombre de projets octroyés par l'AFD en 2010, soit plus de 99 % du montant total engagé (ce qui signifie que l'essentiel des projets non soumis à la démarche sont des projets de faibles montants).
- 76 projets Proparco ont fait l'objet d'une évaluation environnementale et sociale, soit 100% des projets et une amélioration de 2% par rapport à 2009.

Nouvelles mesures prises en 2010

- Proparco a créé sa propre unité d'appui environnemental et social en 2010, l'Unité Environnement, Social et Impact (UESI), comptant trois environnementalistes et une chargée de mission « Impacts ».
- Le Conseil d'administration de l'AFD a arrêté début 2010 le principe, le règlement intérieur et la composition d'un Comité des évaluations, chargé d'aider l'AFD à rendre compte de son activité et d'apporter des conseils sur l'activité d'évaluation. Le Comité est composé par quatre personnalités qualifiées et quatre représentants des tutelles de l'AFD, et présidé par une personnalité indépendante en la personne de François Bourguignon, directeur de l'école d'économie de Paris.

2) Empreinte Carbonne des projets financés

L'Agence s'attache à quantifier l'impact de ses financements sur le climat, à la fois en termes d'émissions et de réductions d'émissions ainsi qu'à prendre en compte cette question dans l'instruction des projets. Ceci répond à la politique générale de l'AFD d'évaluation ex-ante de l'impact de ses financements. Cette démarche permet également de produire des éléments quantifiés afin de mieux comprendre le lien entre développement et climat, d'intégrer cette dimension dans l'analyse du projet et de chercher des solutions permettant de limiter les émissions engendrées par les projets financés.

3) Création d'un Fonds Carbone

CDC Climat, filiale de la Caisse des dépôts, l'AFD, PROPARCO, la Banque Européenne d'Investissement, la Cassa Depositi e Prestiti et la banque de développement allemande KfW Bankengruppe, ont lancé en juin 2010 les travaux de création d'un Fonds Carbone Méditerranée.

Lancée dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée (UpM), cette initiative vise à conforter le déploiement de projets respectueux du climat sur le pourtour méditerranéen. Elle apportera un complément de savoir-faire et de financement à des projets entrepris dans les pays des rives méridionale et orientale de la Méditerranée. Le Fonds Carbone Méditerranée exploitera le potentiel de crédits carbone issus du Mécanisme de développement propre (MDP), aussi bien dans les énergies renouvelables que dans la gestion des déchets et l'efficacité énergétique. Conformément aux dispositions de la Directive Climat-Energie adoptée par l'Union Européenne en décembre 2008, les crédits éligibles pourraient être générés jusqu'en 2020. Le Fonds carbone Méditerranée devrait voir le jour fin 2011 et sa taille atteindre 200 M€.

4) Financement de projets contribuant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre

L'AFD procède à l'analyse des projets directs (hors appui budgétaire, intermédiation financière) ayant un impact significatif et quantifiable sur la limitation des émissions, au moyen d'un outil « bilan carbone » inspiré du Bilan Carbone® de l'ADEME. Cet outil repose sur une très large base de données, ce qui permet d'estimer les émissions et émissions évitées par un projet, quel que soit le pays et le secteur du projet.

Les projets d'atténuation qui ont fait l'objet d'autorisations d'engagement en 2010 permettront d'éviter l'émission de 5,03 millions de tonnes d' e_qCO_2 par an. Il s'agit de projets couvrant une large gamme de secteurs : énergie (énergies renouvelables, efficacité énergétique), agriculture durable et forêt, transports en commun et tous les pays d'intervention de l'AFD.

5) Lutte contre la corruption et anti-blanchiment

Le groupe AFD procède actuellement à une revue de sa politique en matière de lutte contre la corruption, la fraude, le blanchiment et le financement du terrorisme afin d'en renforcer les exigences. Cet exercice s'inscrit dans le cadre de l'adoption de son troisième plan d'orientation stratégique qui fait de la sécurité financière et de la lutte contre la corruption une des pierres angulaires des modalités d'intervention du groupe. Ce nouvel encadrement de la lutte contre la corruption, la fraude, le blanchiment et le financement du terrorisme devrait entrer en vigueur en 2012.

II. Au titre de la Responsabilité Sociale et Environnementale Interne (RSEI)

1) Actions en matière de protection de l'environnement

Audit énergétique et plan d'actions

L'Agence Française de Développement a souhaité en 2009 faire réaliser un audit énergétique de son siège social afin d'identifier les vecteurs de réduction et d'optimisation de sa consommation d'énergie. En parallèle, l'Agence effectue en interne des diagnostics environnementaux ainsi que des bilans carbones annuels pour son siège depuis 2007 et son réseau depuis 2009 (68 agences et bureaux locaux). Dans ce cadre, l'AFD a poursuivi sur 2010 son plan d'action 2009 et a mené des opérations complémentaires sur 2010-2011 ayant conduit aux chantiers suivants :

- Développement des énergies renouvelables par le biais de l'installation de panneaux photovoltaïques sur l'un des pignons du bâtiment central d'ici fin 2011.
- Optimisation de l'éclairage à travers l'installation de détecteurs de présence (sanitaires, bureaux, salles de réunion) et de diodes électroluminescentes (LED).
- Amélioration de la régulation thermique des bâtiments du siège et dans le réseau courant 2011 : installation de stores extérieurs filtrants sur la façade sud du Siège; lancement d'une campagne de financement de chauffe-eaux solaires en remplacement des 215 chauffe-eaux électriques présents dans le réseau ; cette mesure devrait permettre une économie d'émission de gaz à effet de serre de 8 340 teq CO_2 sur 15 ans. Dans la même optique, mise aux normes du parc des 1305 climatiseurs présents dans les bâtiments du réseau avec suppression des fluides frigorigènes polluants, prohibés à partir de 2014 (HCFC notamment).

- Deux grandes opérations de constructions de bâtiments écologiques : l'AFD a acquis un nouveau bâtiment dont les travaux s'achèveront au 1er semestre 2012. Il s'agit de l'une des 1ères ventes en l'état futur d'achèvement HQE (haute qualité environnementale) dans Paris intramuros ; en outre, 2 villas bioclimatiques certifiées sont programmées pour 2012 en remplacement des logements actuels d'agents en poste à Fort-de-France en Martinique.
- L'AFD a mis en place un système de visioconférence qui permet, dans certains cas, d'éviter un déplacement professionnel, poste le plus émissif en GES de l'Agence. Ainsi, lancée en octobre 2010, l'opération a permis au 31 août 2011, de réaliser plus de 500 visioconférences soit un rythme moyen de 60 par mois.
- Un effort spécifique est mené en faveur d'une restauration d'entreprise respectueuse de l'environnement. Le contrat triennal de restauration intègre des clauses environnementales inscrites au cahier des charges de l'appel d'offres par l'Agence. Le prestataire privilégie ainsi un approvisionnement vertueux (traçabilité, circuits courts, produits labellisés...), contrôle sa consommation d'énergie et intègre une offre de produits bio.

Sensibilisation du personnel aux comportements éco-responsables

Au siège de l'AFD, les actions de sensibilisation du personnel aux comportements éco-responsables, lancées dans le cadre du plan d'actions « Environnement interne » continuent de prouver leur efficacité en termes de consommation de ressources en eau, en papier, en énergie et de production de déchets. En effet, en 2010, la consommation d'eau par agent a diminué de 1 m3/an par rapport à 2009, la consommation de papier par agent a diminué de 17kg/an par rapport à l'année 2009 et la production de déchets par agent a baissé de 7%.

Au-delà du Siège, les actions de communication commencent à s'étendre au réseau et à se diversifier.

D'autres thèmes d'intérêt général sont également développés au sein de l'AFD faisant l'objet de communications sur des sujets comme l'agriculture biologique ou la pêche durable.

Des manifestations « coup de poing » sont également organisées lors d'événements sectoriels tels la Semaine du Développement durable ou la Semaine européenne de Réduction des Déchets.

Compensation de ses émissions de gaz à effets de serre

Concernant les émissions de gaz à effet de serre générées par ses activités, l'Agence examine toutes les possibilités de maîtrise de ses émissions. En 2008, un contrat d'achat de crédits carbone a été signé avec l'organisation de solidarité internationale Groupe Énergies Renouvelables, Environnement et Solidarité (GERES) pour compenser les émissions de l'Agence sur les années 2007-2009. L'achat de ces crédits carbone doit permettre la diminution des consommations de bois utilisés pour la cuisson urbaine au Cambodge à travers un projet de promotion de foyers améliorés. En 2010, l'AFD a payé la seconde partie de ces crédits pour un montant de 300 000 euros, correspondant aux 30 000 téq CO2 émises entre juillet 2008 et décembre 2009.

Dans cette logique, l'Agence lance actuellement un appel d'offres pour compenser ses émissions de GES sur la période 2010-2012. Cette démarche intégrera les émissions triennales du siège, soit une estimation de 24 000 téq CO2 par an, 72 000 téq CO2 sur les 3 ans.

La protection sociale et la prévoyance du personnel recruté localement

L'AFD est engagée dans un processus d'amélioration constante de la protection sociale (frais de santé, prévoyance, retraite) des agents de recrutement local dans les pays étrangers. Aussi en fin d'année 2010, 388 agents locaux sont couverts (correspondant à plus de 1 200 ayants droit) soit l'ensemble du personnel recruté localement dans les pays étrangers.

Égalité femmes / hommes

Suite à la signature le 16 mai 2007 de l'Accord relatif à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, les progrès suivants ont été réalisés en 2010 :

- Axe I « Assurer l'égalité des chances entre les femmes et les hommes lors du recrutement et au cours de la carrière » : 64 femmes recrutées en 2010, soit 58 % des embauches. En 2010, 48 % des salariés du Siège sont des femmes.
- Axe II « Veiller à l'application du principe de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes » : en 2010, 44,9 % des femmes ont bénéficié d'une augmentation individuelle et 44,6 % des hommes.

Formation

L'activité formation a été particulièrement dynamique en 2010 : plus de 34 400 heures de formation ont été dispensées correspondant à un effort global de 4,5 % de la masse salariale.

L'intégration des nouveaux embauchés a été mise au cœur de la politique formation qui propose désormais un programme complet composé de plusieurs actions et séminaires. Ceux-ci permettent, au-delà de la simple prise de connaissance avec l'environnement de travail, de bien appréhender les axes stratégiques, les missions et les enjeux qui font l'actualité et l'avenir de l'Agence.

Emploi et insertion des travailleurs handicapés

Une journée de sensibilisation a été réalisée en 2010 sur le thème de l'insertion et de l'emploi des travailleurs handicapés, accompagnée de la diffusion d'une plaquette au sein de l'Agence.

L'AFD et sa filiale Proparco ont soutenu l'aventure du Défi Intégration, qui s'est déroulée de septembre à novembre 2010. L'objectif était de relever un défi unique : être le premier équipage mixte composé de sportifs valides et handicapés, à tenter l'Odyssée des Epices, un record océanique entre Lorient et l'île Maurice. Bien au-delà du défi sportif, les navigateurs ont démontré que le handicap, bien intégré dans un projet ou une entreprise, peut devenir un atout. L'équipage **handi-valide du Défi Intégration** a établi le record officiel en monocoque sur le parcours Lorient France – Port Louis Ile Maurice, en 68 jours, 22 heures, 52 minutes et 2 secondes 2.

III. Partenariats et Promotion de la RSE dans la sphère d'influence de l'AFD

Labellisation du FCPR AMUNDI AFD AVENIRS DURABLES

Le Fonds Commun de Placement, né du partenariat entre l'AFD et Amundi Group et visant à permettre la mobilisation de l'épargne pour le développement des pays du Sud vient d'obtenir le label Novethic. L'obtention du Label ISR Novethic suppose la conformité à quatre exigences :

- une analyse Environnementale, Sociale et de Gouvernance couvrant au moins 90 % du portefeuille doit être réalisée, les trois dimensions devant être systématiquement pris en compte ;
- le processus de sélection ISR doit être présenté de façon transparente et publique par le promoteur du fonds ;
- le gestionnaire doit fournir une information régulière sur les caractéristiques ISR des titres en portefeuille ;
- l'intégralité de la composition du portefeuille doit être communiquée régulièrement.

Création et renforcement de partenariats stratégiques dans les domaines de la protection de l'environnement

L'ADEME et l'Agence Française de Développement ont signé le 15 décembre 2010 un nouvel accord-cadre de coopération de trois ans. Il permettra de consolider leur coopération autour d'actions concrètes sur l'énergie, les déchets et la lutte contre le changement climatique dans trois zones prioritaires : l'Afrique subsaharienne, les pays du Bassin méditerranéen et l'Outre-mer. Le but de cet accord est de renforcer le partenariat ADEME/AFD afin de proposer une offre française intégrée en développant les synergies entre expertise, financement de projets et assistance technique. Pour atteindre cet objectif, l'AFD et l'ADEME misent sur la complémentarité de leurs compétences, leurs modalités d'intervention et de leurs instruments économiques.

Lancement d'un nouveau Master en économie du travail pour le développement avec le BIT

L'AFD mène depuis quelques années des travaux de recherche sur la formation professionnelle (études sur les mécanismes de financement de la formation en Europe et en Afrique, la formation en secteur informel en Afrique et la structuration de l'apprentissage traditionnel en Afrique ; lancement du réseau d'experts en formation professionnelle GEFOP) et sur le marché du travail (programme de recherche sur les disparités de genre et marché du travail en Afrique en partenariat avec la Banque mondiale).

Ces sujets ont tout naturellement invité à un rapprochement avec le Bureau International du Travail (BIT). Ainsi, le BIT a lancé en septembre 2010 un nouveau Master en économie du travail pour le développement. Ce projet associe l'AFD (RCH), l'Université de Turin, l'IRD, Sciences po, le Colegio Carlo Alberto et la Banque mondiale. Il sera mis en œuvre par le centre de formation du BIT à Turin (ITCILO). Ce master vise à former des étudiants et des professionnels, des pays développés et des PED, à l'analyse des marchés du travail, à l'élaboration et à l'évaluation de politiques économiques et sociales tournées vers la promotion de l'emploi. La formation sera essentiellement économique (analytique et quantitative) avec des compléments en droit et en analyse institutionnelle.

Mesure des résultats pour l'année 2010

1) Responsabilité sociale et environnementale interne

Il s'agit des premières estimations pour l'année 2010. Ne sont comptabilisées à ce stade que les données concernant le siège de l'AFD (i.e. hors filiales et agences), excepté les indicateurs sur les déplacements professionnels qui incluent les missions de Proparco.

Les indicateurs rapportés au nombre d'agents ont été calculés sur la base du nombre d'ETP moyens dans les locaux de l'AFD Siège (soit 947,5 ETP en 2010)

✓ **Consommation de ressources en eau**

Périmètre : Siège France (AFD)

Eau	Indicateur	2009	2010	variation (en %)
Consommation d'eau/ETP	m3/ETP/an	13	12	-6%
	Litre/ETP/jour	62	58	-6%
Consommation totale d'eau	m3/an	11 458	11 317	-1%

Les consommations d'eau indiquées concernent toutes les utilisations faites au siège en France métropolitaine (cuisine, services généraux, sanitaires, climatisation).

✓ **Consommation de matières premières**

Périmètre : Siège France (AFD)

Papier	Indicateur	2009	2010	variation(en%)
Consommation totale ¹	Tonne/an	56	65	15%
Consommation de papier/ETP ²	Kg/ETP/an	62	45	-27%
Papier blanc	Tonne/an	36	37	4%
Ramette de papier blanc/agent	Ramettes/agent/an	15	16	2%
Consommation de papier blanc/agent	Kg/agent/an	40	39	-1%
Papier d'imprimerie	Tonne/an	20	22	8%

De par son activité, le groupe AFD n'a pas de consommation de matières premières significative. La principale ressource utilisée dans le cadre de l'activité est le papier. La part du papier recyclé dans la consommation totale est de 32 %. La consommation de papier comprend les consommations directes de papier par les agents et la reprographie (papier blanc) ainsi que les documents de communication externe de l'AFD (papier d'imprimerie). En 2010, la consommation de fournitures en papier (enveloppes, chemises, etc.) a été ajoutée au périmètre, ce qui explique la hausse de 15 % de la consommation totale. À périmètre égal, la hausse est de 5 % (pour une consommation de 59 tonnes).

^{1/} Consommation de papier blanc, fournitures papier et papier d'imprimerie (publications)

^{2/} Consommation de papier blanc et fournitures papier (hors papier d'imprimerie)

✓ Consommation d'énergie

Périmètre : Siège France (AFD)

Énergie	Indicateur	2009	2010	variation (en %)
Consommation totale d'énergie/m ²	kWh/m ² /an (Shon) ³	200	208	4%
	kWh/m ² /an (Surface utile)	236	245	4%
Consommation totale d'énergie	MWh/an	5 312	5 506	4%
Consommation totale d'énergie/ agent	KWh/agent/an	5 898	5811	-1%
Consommation totale d'électricité	MWh/an	3 569	3 629	2%
Consommation totale de vapeur	MWh/an	1 743	1 876	8%

100 % de l'électricité est acheté avec « certificat vert ». Cela signifie qu'a été réinjecté dans le réseau un volume d'électricité produit à partir d'énergie renouvelable équivalent à l'électricité consommée.

✓ Mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables

Afin d'améliorer son efficacité énergétique, l'AFD rénove régulièrement son patrimoine et mène des campagnes de sensibilisation auprès du personnel.

✓ Conditions d'utilisation des sols

De par son activité, l'AFD n'a pas recours à une utilisation industrielle des sols mais occupe des locaux de type administratif.

✓ Rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement

Périmètre : Siège France (AFD et Proparco)

Carbone et déplacements	Indicateur	2009	2010	variation (en %)
Émissions totales	MTEqCO ₂ /an	24	22,5 ⁴	-7%
Émission/agent	TEqCO ₂ /an/agent	25	24	-12%
Déplacements en avion des agents missionnaires ⁵	Milliers km.passagers	20 501	22 421	9%

Les émissions de carbone⁶ sont générées principalement par les déplacements de personnes (déplacements pour missions, affectations, domicile-travail, missions des consultants) qui, à ce stade des estimations, représentent 52 % des émissions, mais également par les matériaux et services entrants (30 %).

✓ Nuisances sonores ou olfactives et les déchets

Périmètre : Siège France (AFD)

Déchets	Indicateur	2009	2010	variation (en %)
Volume total	Tonne/an	201	197	-20%
Déchets alimentaires	Tonne/an	0	Non disponible ⁷	%
Assimilables Ordures Ménagères	Tonne/an	175 ⁸	169	-4%
Production de déchet/agent	Kg déchets/agent	223	201	-7%

^{3/} Surface hors œuvre nette (hors locaux techniques)

^{4/} Premières estimations au 7 février 2011

^{5/} Les missions en France ne sont pas comptabilisées

^{6/} Le bilan carbone est établi annuellement selon la méthode homologuée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)

^{7/} Les déchets alimentaires n'ont pas été comptabilisés séparément et sont inclus dans les « Assimilables OM »

^{8/} Ce chiffre comprend les déchets alimentaires (97 tonnes) + les déchets assimilables OM (78 tonnes), additionnés pour permettre la comparaison avec le chiffre disponible en 2010

2) Responsabilité sociale et environnementale opérationnelle

Climat

Les engagements du Groupe AFD contribuant à la lutte contre le changement climatique (CC) se sont élevés en 2010 à 2,77 milliards d'euros, dont 2,6 milliards d'euros pour des actions visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre (atténuation) et 390 millions d'euros pour des actions d'adaptation⁹.

Le montant total engagé en faveur de la lutte contre le changement climatique est en hausse de 17 % par rapport à l'année 2009, ce qui a permis de maintenir les financements consacrés au climat à un niveau de 40 % du portefeuille des engagements Groupe.

Le nombre de projets est lui constant avec 71 projets engagés en 2010, contre 72 en 2009.

L'ensemble de ces financements climat répondent à une finalité première de développement (préservation de la forêt, accès à l'énergie, développement urbain, diminution de la vulnérabilité des populations...) et intègrent le climat comme un co-bénéfice.

Évolution des engagements climat et totaux du groupe de l'AFD de 2005 à 2009 :

Année octroi	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Nombre projets atténuation	16	18	28	34	51	56
Engagements atténuation (M€)	422	568	626	1 074	1 996	2 598
Nombre projets adaptation	NA	NA	21	23	27	22
Engagements adaptation (M€)	NA	NA	216	309	430	390
Nombre de projets climat	17	18	38	49	72	71
Total engagements climat	422	568	779	1 236	2 388	2 771

Parmi ces engagements totaux du Groupe en faveur du climat, les engagements réalisés par Proparco ont atteint 285 millions d'euros en 2010 avec 10 projets soit une hausse de 5 % des engagements par rapport à l'exercice 2009.

Les projets d'atténuation octroyés en 2010 et analysés au moyen du bilan carbone permettront, une fois réalisés, d'éviter l'émission de 5 millions de tonnes d'éq CO2 par an.

En cumulé depuis 2005, l'ensemble des projets d'atténuation analysés au moyen du bilan carbone permettront, une fois mis en œuvre, d'éviter plus de 20 millions de tonnes de CO2 chaque année sur l'ensemble de leur durée de vie, soit en moyenne 20 ans.

Réductions d'émissions annuelles réalisées par les projets climat de l'AFD (en téqCO2/an)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Total émissions évitées annuellement (MtCO2/an)	2,65	1,70	2,71	3,28	4,88	5,02

^{9/} Afin d'améliorer la transparence de sa communication sur son action en matière de climat, l'AFD s'est dotée de définitions précises :

- **Atténuation** : Un projet est considéré comme concourant à l'atténuation lorsque les réductions d'émissions qu'il engendre sont supérieures aux émissions qu'il induit sur sa durée de vie. Ceci est mesuré au moyen d'un outil bilan carbone et d'une méthodologie explicite et stricte pour tous les projets directs.
- **Adaptation** : Sont considérés comme concourant à l'adaptation au changement climatique, les projets permettant de limiter la vulnérabilité des biens, personnes, écosystèmes aux conséquences du changement climatique.

Ces définitions opérationnelles suivent les recommandations du comité d'Aide au Développement concernant les marqueurs de Rio, et permettent à l'AFD de réaliser un suivi de l'ensemble de son portefeuille et de déterminer ceux de ses financements répondant à cette définition.

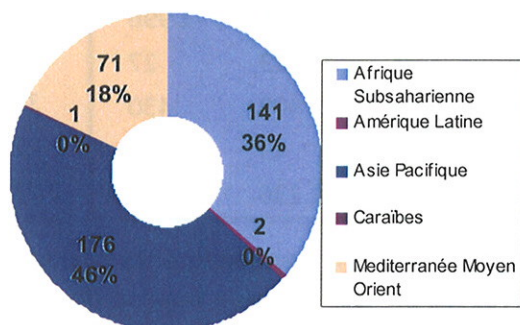
Il est à noter que certains projets concourent aux deux finalités (atténuation et adaptation). L'AFD a financé 210 millions d'euros de projets de ce type en 2010, ce qui explique que les montants indiqués (2,67 Mds€ en atténuation et 390 M€ en adaptation) ne puissent pas être additionnés directement.

Répartition géographique et sectorielle des montants engagés dans l'adaptation en 2010.

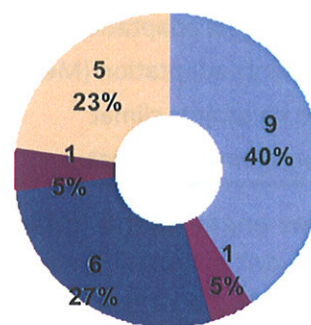
Les engagements concourant à l'adaptation aux conséquences du CC ont été classés en quatre catégories :

- ✓ les projets permettant une meilleure gestion et préservation des ressources naturelles (forêts, sols agricoles, etc) ;
- ✓ les projets visant à prévenir les risques de catastrophe naturelle (systèmes d'alerte précoce notamment) ;
- ✓ les projets permettant d'améliorer la résilience des infrastructures, notamment aux événements extrêmes tels que tempêtes et inondations, dont la fréquence et l'intensité vont augmenter avec le changement climatique ;
- ✓ les actions permettant de préserver la ressource en eau, et ainsi d'assurer une préservation à long terme de cette ressource (ce qui est très pertinent dans les régions ayant un stress hydrique accru à cause du changement climatique) et de diminuer la vulnérabilité de populations vis-à-vis de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Répartition géographique en montants (M€)

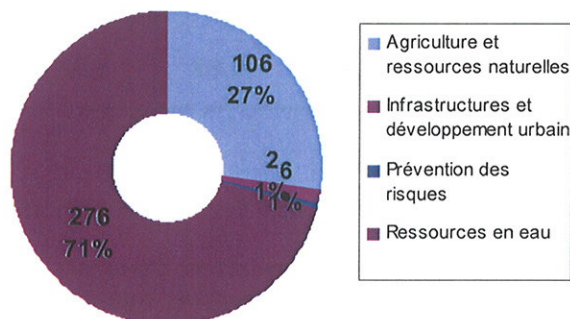


Répartition géographique en nombre de projets

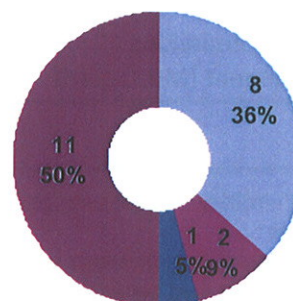


Les engagements en faveur de l'adaptation sont réalisés pour une large part dans la zone Afrique/Moyen Orient, particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique (54 % du total, 63 % des projets) ainsi que dans la zone Asie / Pacifique (46 % des montants engagés).

Répartition sectorielle en montants (M€)



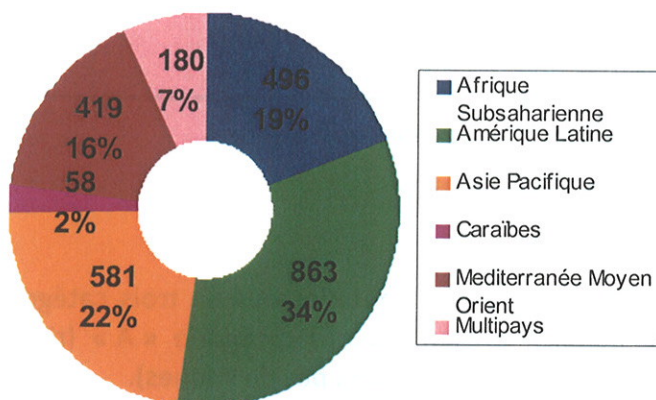
Répartition sectorielle en nombre de projets



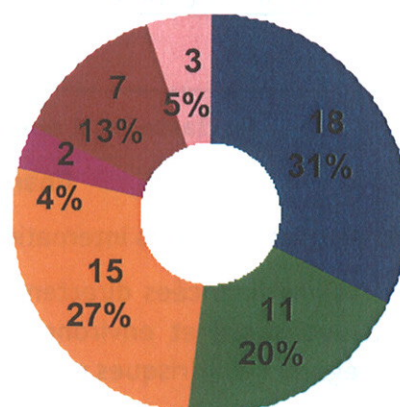
La grande majorité (70 % des montants, 50 % des projets) des engagements de l'AFD pour l'adaptation sont réalisés via des projets participant à la préservation de la ressource en eau. Un nombre important de projets (36 % du total) sont également réalisés dans les secteurs agricoles et des ressources naturelles, mais pour des montants engagés plus faibles. Ces résultats sont semblables à ceux obtenus en 2009.

Répartition géographique et sectorielle des montants engagés dans l'atténuation en 2010.

Répartition géographique
en montants (M€)

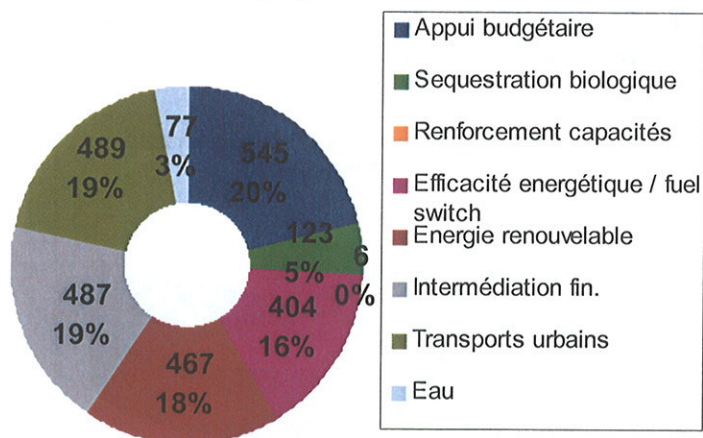


Répartition géographique
en nombre de projets

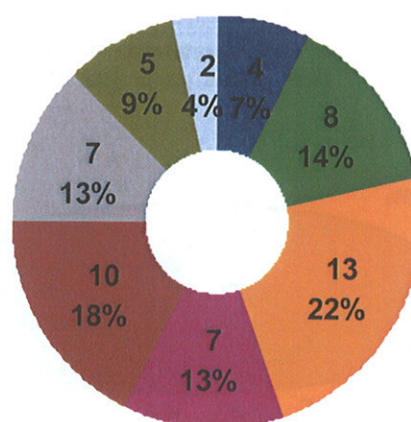


La répartition géographique des engagements d'atténuation a sensiblement évolué par rapport à l'année 2009. On notera en particulier la forte hausse des engagements en Amérique Latine (plus de 850 millions d'euros, 35 % du total) ainsi qu'en Afrique subsaharienne (500 millions d'euros, 19 % du total, 18 projets). Ce résultat démontre la capacité de l'AFD à répondre spécifiquement aux besoins de développement sobre en carbone dans les pays les moins avancés de la planète. La région Asie Pacifique confirme sa place de bénéficiaire important (22 % du total) des engagements d'atténuation.

Répartition sectorielle
en montants (M€)



Répartition sectorielle
en nombre de projets



La répartition sectorielle des engagements est toujours dominée par le secteur de l'énergie, à la fois au travers de projets directs (34 % des engagements) et en intermédiation financière principalement via des lignes de crédit bancaires dédiées aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (18 % des engagements). Néanmoins, la part de financements dédiés aux autres secteurs a fortement augmenté, en particulier en faveur des transports urbains

sobres en carbone (19 % des montants). Les montants engagés dans les domaines de l'agriculture, de la forêt et du renforcement de capacités sont en forte hausse par rapport à 2009 avec 130 millions d'euros, au travers de 21 projets. Les engagements au travers d'appuis budgétaires climat sont constants par rapport à 2009 avec 545 millions d'euros.

3) Classement environnemental et social des opérations

Le classement environnemental et social des opérations

financées par le Groupe AFD

En accord avec les standards internationaux en la matière :

- ✓ les opérations financées directement par le groupe AFD sont classées en trois catégories selon le risque social et environnemental qu'elles présentent : (i) catégorie « A » (risques élevés), catégorie « B » (risques modérés) et catégorie « C » (peu ou pas de risques).
- ✓ les opérations financées via un intermédiaire financier sont classées « IF ». En fonction du risque environnemental et social de leur portefeuille d'activités, ces opérations sont ensuite classées en IF-A, IF-B ou IF-C, sur le même principe que pour les financements directs.

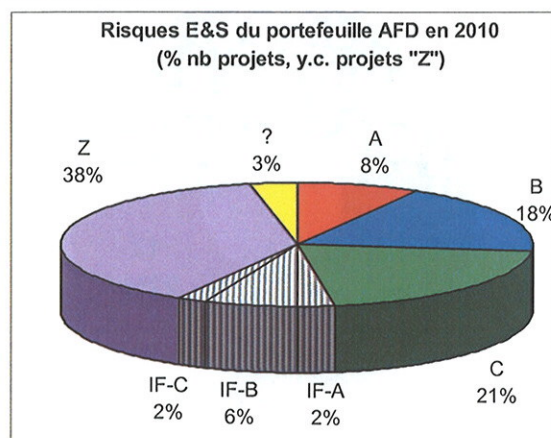
Le risque environnemental et social du portefeuille du Groupe AFD en 2010

En 2010, le risque E&S potentiel¹⁰ du portefeuille du Groupe AFD se présente comme suit :

AFD

En 2010, 381 projets ont été octroyés par l'AFD pour un montant de 5,8 Mds €. 144 projets (38 %, classés « Z ») n'étaient pas soumis à la démarche de maîtrise des risques E&S.

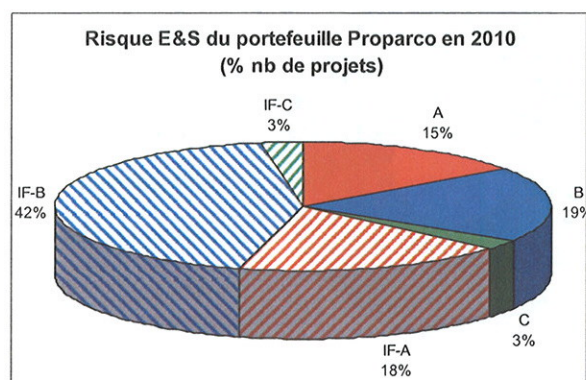
Le portefeuille de l'AFD se décompose de la façon suivante :



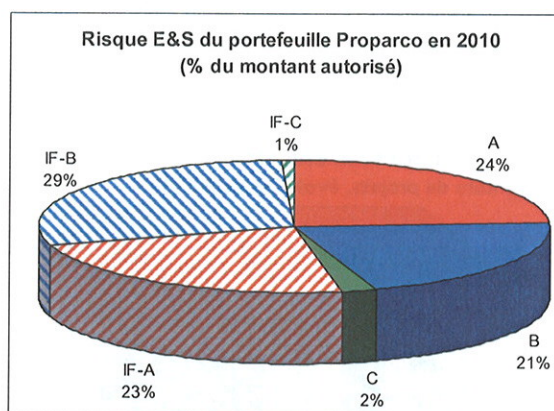
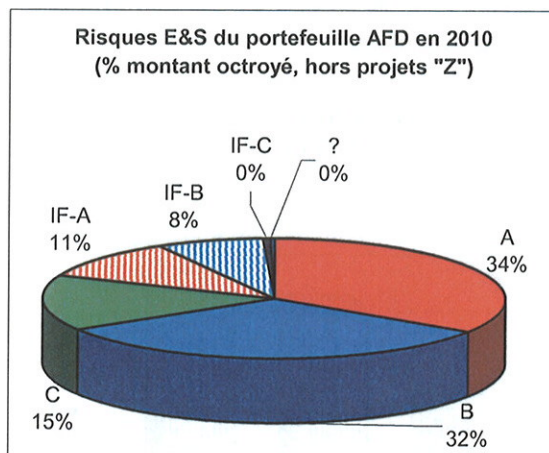
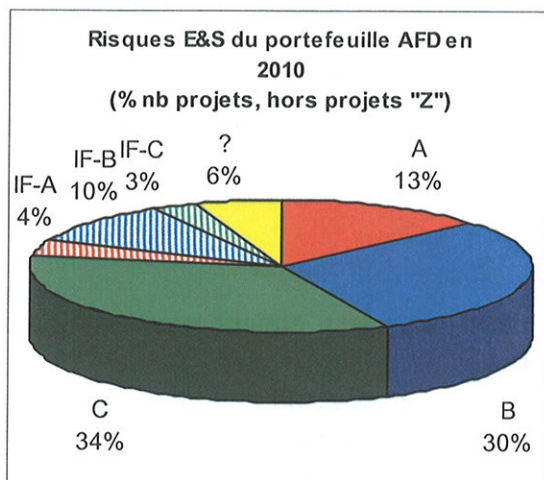
Proparco

En 2010, 76 projets ont été octroyés par Proparco pour un montant de 1,14 Mds €. Tous les projets ont été soumis à la démarche de maîtrise des risques E&S.

Le portefeuille de Proparco se décompose de la façon suivante :



¹⁰ / Mesuré en ex ante



Le risque environnemental et social du portefeuille de l'AFD en 2010 (concerné par la démarche de maîtrise des risques E&S, c'est-à-dire hors projets « Z ») est relativement modéré, avec 17 % de projets classés « à risque élevé » (A et IF-A). En revanche, cette proportion est plus élevée si l'on envisage le risque rapporté au montant autorisé en 2010 : 45 % de projets A et IF-A.

Le pourcentage de projets (projets « ? ») qui auraient dû être soumis à la démarche RSE de l'AFD et qui n'ont pas fait l'objet d'une évaluation environnementale et sociale a baissé en 2010. Il est de 6 % du nombre de projets octroyés par l'AFD en 2010, mais ne représente que moins de 1 % du montant total engagé (ce qui signifie que l'essentiel des projets non soumis à la démarche sont de faible montant).

Le risque environnemental et social du portefeuille 2010 de Proparco est relativement élevé : 33 % du nombre de projets et 47 % du montant autorisé en 2010 présentent un risque E&S élevé (A et IF-A).

Par ailleurs, en 2010, tous les projets Proparco ont fait l'objet d'une évaluation environnementale et sociale.

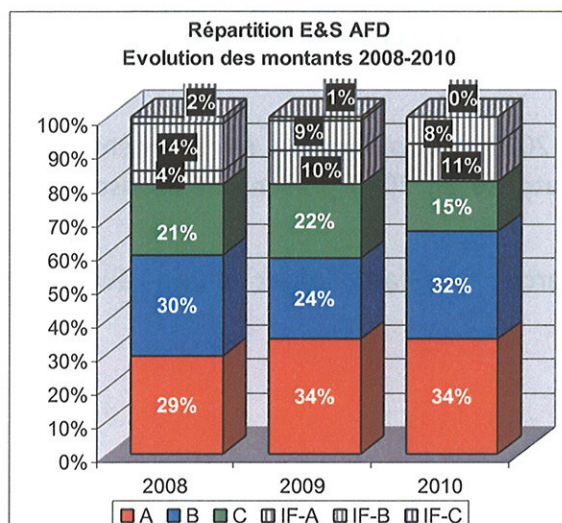
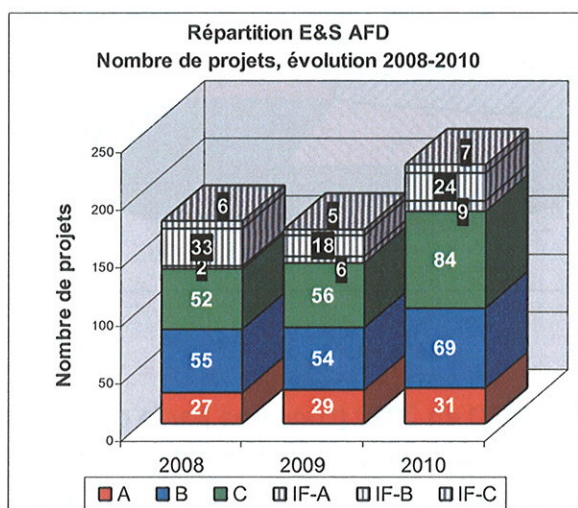
Comparaison 2008-2010 du risque environnemental et social du portefeuille du groupe AFD

L'évaluation environnementale et sociale des intermédiaires financiers et l'analyse du risque E&S de leur portefeuille n'ont véritablement commencé qu'en 2008.

AFD

En 2010, 224 projets étaient soumis à la démarche de maîtrise des risques E&S contre 175 en 2008 et 168 en 2009, soit une augmentation 2009-2010 de 28 %.

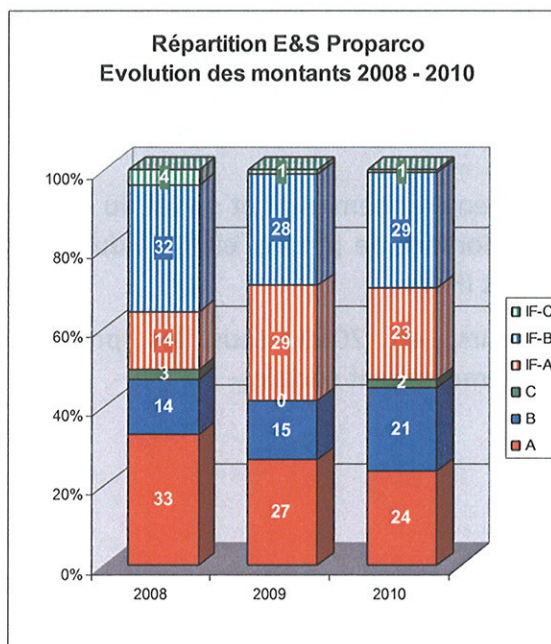
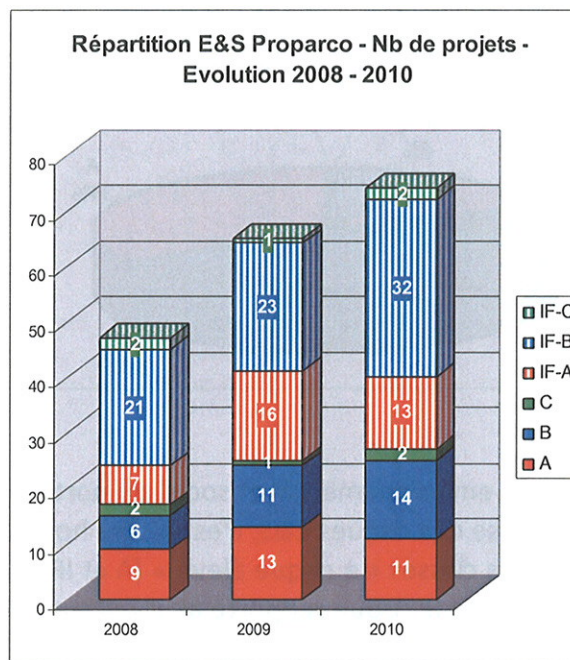
Le portefeuille de l'AFD se décompose de la façon suivante :



Proparco

En 2010, 76 projets étaient soumis à la démarche de maîtrise des risques E&S contre 49 en 2008 et 66 en 2009, soit une augmentation 2009-2010 de 15 %.

Le portefeuille de Proparco se décompose de la façon suivante :



Cette comparaison montre que le portefeuille 2010 de Proparco est composé en majorité (i) de projets auprès d'intermédiaires financiers (IF) avec une augmentation continue sur la période 2008 - 2010 du nombre de projets IF mais une relative stabilité du montant des engagements et (ii) une stabilisation (voire une diminution) en nombre et en montant des projets à risques élevés (A).

Le portefeuille de l'AFD montre une baisse du nombre de projets IF en 2009 mais une part relativement stable du montant octroyé à ces projets sur les trois années. Le pourcentage relatif de projets A montre une augmentation sensible des montants engagés (plus du 1/3 des montants en 2010), alors que le nombre de projets a diminué, ce qui montre une augmentation sensible du montant moyen par projet.

